

European Progressive Economists Network

Réseau européen d'économistes progressistes

Florence 10+10, 9 novembre 2012

Communiqué de presse

A l'appel des réseaux Euromemorandum, des Economistes atterrés (France), de Sbilanciamoci ! (Italie) et de Another road for Europe, un réseau européen d'économistes progressistes a été constitué lors du Forum « Florence 10+10 ». Cette initiative réunit aussi plusieurs réseaux d'économistes tels qu'Econosphères (Belgique), Econouestra (Espagne), The Transnational Institute, Critical Political Economy Network, Transform !

Le «Réseau européen d'économistes progressistes » a publié le document que vous trouverez ci-dessous, sur les politiques économiques alternatives pour l'Europe, et participera aux initiatives et évènements qui succéderont à cette rencontre.

Pour plus d'information en français : atterres@gmail.com, econospheres@gmail.com

Un appel commun pour une autre politique économique en Europe

Le « Réseau européen d'économistes progressistes » rassemble divers groupes d'économistes, de chercheurs, d'instituts et d'organisations issues de la société civile, qui ont une vision critique des politiques économiques et sociales qui ont conduit l'Europe à la crise actuelle. Ils veulent promouvoir un large débat européen sur des politiques alternatives basées sur les six points suivants.

1. Les politiques d'austérité doivent être inversées et les conditions drastiques imposées aux pays recevant des fonds d'urgence européens doivent être radicalement révisées, en commençant par la Grèce. Les contraintes dangereuses contenues dans le Traité budgétaire (TSCG) doivent être supprimées, afin que les pays membres puissent conserver la maîtrise de leurs dépenses publiques et sociales, et gérer leurs politiques salariales. De son côté, l'Union européenne doit assumer un rôle plus actif de stimulation de la demande, de promotion du plein emploi et d'engagement dans une nouvelle direction, celle du progrès durable et équitable. Les politiques européennes devraient réduire les déséquilibres des comptes publics en obligeant les Etats membres dégageant des surplus à s'ajuster également.

2. Les politiques européennes doivent impulser une redistribution des revenus qui réduise les inégalités, et s'orienter vers une harmonisation fiscale, mettant fin à la concurrence fiscale par un transfert du poids de la fiscalité du travail vers celle des profits et de la richesse. Les politiques européennes doivent défendre et développer les services publics et la protection sociale. Le droit du travail et la négociation collective doivent être défendus ; les droits des travailleurs sont un élément fondamental des droits démocratiques en Europe.

3. Pour résoudre la crise financière, marquée par l'interaction entre la crise bancaire et celle de la dette publique, la Banque centrale européenne doit jouer le rôle de prêteur en dernier ressort sur les dettes publiques. Le problème des dettes publiques doit être résolu par une action commune sous la responsabilité globale des pays de la zone euro, les dettes publiques doivent être soumises à l'évaluation d'audits publics.

4. Une réduction radicale de la taille du secteur financier est nécessaire, via la taxation des transactions financières, l'élimination de la spéculation financière et le contrôle des mouvements de capitaux. Le système financier doit être socialement contrôlé ; il doit être transformé afin de

promouvoir des emplois et des investissements productifs socialement utiles et écologiquement soutenables.

5. Une transition écologique complète permettrait à l'Europe de sortir de la crise. L'Europe doit réduire son empreinte écologique et sa consommation d'énergie et de ressources naturelles. Ses politiques doivent mettre en valeur de nouveaux modes de production et de consommation. Un vaste programme d'investissement favorisant la soutenabilité économique peut fournir des emplois de qualité, en développant les compétences dans de nouveaux domaines innovants et les possibilités d'action au niveau local, en particulier en ce qui concerne les biens publics.

6. La démocratie doit être renforcée à tous les niveaux en Europe. L'Union européenne doit être réformée et la concentration des pouvoirs entre les mains de quelques Etats et institutions sans justification démocratique, en cours depuis le début de la crise, doit être inversée. L'objectif est d'aboutir à une plus grande participation des citoyens, un renforcement du rôle du Parlement européen, et à un contrôle démocratique bien plus réel sur les décisions importantes.

Face au risque d'effondrement, les politiques européennes doivent prendre une autre direction. Une alliance entre la société civile, les organisations syndicales, les mouvements sociaux et les forces politiques progressistes est nécessaire pour sortir l'Europe de la crise engendrée par le néolibéralisme et la finance. Le « Réseau européen d'économistes progressistes » se donne comme objectif de contribuer à ce changement.